

Allocation touristique de 750 euros : la fin du cash secoue les agences de voyages

La révision des conditions d'octroi de l'allocation touristique de 750 euros bouleverse la carte touristique en Algérie. Un vent de panique souffle sur le secteur du tourisme émetteur en Algérie. Suite aux décisions arrêtées lors du Conseil des ministres réuni le 12 juillet dernier, les nouvelles conditions de bancarisation imposées pour l'octroi de l'allocation touristique de 750 euros frappent de plein fouet les agences de voyages spécialisées dans les séjours vers la Tunisie. Entre annulations en série et chute brutale de la clientèle, les professionnels du secteur font face à une onde de choc sans précédent.

Le constat est sans appel sur les réseaux sociaux. Depuis quelques jours, les [annonces diffusées sur les pages Facebook](#) d'une multitude d'agences de voyages témoignent d'une baisse drastique de l'engouement. De nombreux départs vers la Tunisie sont annulés, reportés ou bradés faute de candidats. Et pour cause : les règles du jeu ont radicalement changé. Désormais, pour prétendre à **l'allocation touristique de 750 euros** octroyée une fois par an aux personnes adultes, la possession d'un compte bancaire en devises et d'une carte bancaire internationale en cours de validité est obligatoire.

La [fin de la remise de l'allocation sous forme de billets en cash](#), pratique ancrée depuis des décennies, pose un obstacle majeur pour une partie de la population peu accoutumée aux rouages bancaires internationaux. Ce virement direct sur carte complique la tâche des agences qui voient leur modèle économique fragilisé du jour au lendemain.

Un frein net aux spéculations sur le marché noir

Pour comprendre l'ampleur de cette crise, il faut remonter à juillet 2025. La revalorisation de **l'allocation touristique à 750 euros** pour les adultes avait entraîné l'émergence d'un business très lucratif. Un nombre considérable de voyages organisés à bas coût vers la Tunisie avait fleuri, guidé par un objectif quasi exclusif : récupérer la somme en devises sonnantes et trébuchantes pour en réinjecter une partie sur le marché parallèle des devises (le marché noir), très rentable.

Avec ces nouvelles exigences bancaires, les pouvoirs publics entendent fermer hermétiquement cette brèche. L'objectif est clair : remettre un terme au détournement de **l'allocation touristique de 750 euros** et veiller à ce qu'elle soit véritablement utilisée pour couvrir les dépenses des familles algériennes en séjour à l'étranger.

Redynamiser le tourisme interne sans allocation touristique de 750 euros

Derrière ce coup de vis réglementaire se cache une vision économique globale. Le gouvernement ambitionne d'endiguer la fuite des devises vers l'étranger tout en créant un électrochoc bénéfique pour l'économie nationale. **L'enjeu principal** : Rediriger la consommation des ménages vers le tourisme interne afin de dynamiser les infrastructures locales, créer de la richesse et générer des emplois durables sur le territoire national. Autrement dit, l'allocation touristique de 750 euros a profité en premier lieu à des économies étrangères.

Cette approche rationnelle s'inscrit en parfaite harmonie avec les grandes orientations économiques actuelles du pays, qui mettent à l'honneur la promotion du « Consommer algérien » et la valorisation du patrimoine national.

L'urgence d'une réadaptation pour les agences

Face à cet impact immédiat, les agences de voyages n'ont d'autre choix que de s'adapter en urgence. Celles dont l'activité reposait en grande partie sur le drainage de la clientèle chassant l'allocation devront diversifier leur offre. Cela passera nécessairement par la conception de circuits touristiques locaux plus attractifs ou par la digitalisation de leurs services pour accompagner leurs clients vers le paiement électronique. Une transition brutale, mais nécessaire pour assainir le secteur.